



**MAITRE D'OUVRAGE
GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE**

**CONSTRUCTION DU SIEGE DU GRAND PORT MARITIME DE LA
GUADELOUPE**

MARCHE DE CONTROLE TECHNIQUE

**(Marché à procédure adaptée en application de l'article 27 du décret
n°2016-360 du 25 mars 2016)**

ACTE D'ENGAGEMENT

DECEMBRE 2018

| | |
|---|---|
| ARTICLE 1 - CONTRACTANT (le contrôleur est une personne morale) | 4 |
| ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE | 5 |
| ARTICLE 3 - MISSIONS DU CONTROLEUR TECHNIQUE..... | 5 |
| ARTICLE 4 – MODALITES D'INTERVENTIONS | 6 |
| ARTICLE 5 – DOCUMENTS A REMETTRE | 6 |
| ARTICLE 6 – MONTANT DE LA REMUNERATION | 7 |
| ARTICLE 7 - DELAIS..... | 7 |
| ARTICLE 8 - MODALITES DE PAIEMENT | 7 |
| ARTICLE 9 – RETENUE DE GARANTIE | 8 |
| ARTICLE 10 – AVANCES | 8 |
| ARTICLE 11 - DECLARATIONS | 8 |
| ARTICLE 12 - ACCEPTATION DE L'OFFRE | 9 |

MAITRE D'OUVRAGE :

GRAND PORT MARITIME DE GUADELOUPE
Monsieur Le Président du Directoire du GPMG
Quai Ferdinand de Lesseps
97165 Pointe à Pitre

Pouvoir adjudicateur:
Monsieur Le Président du Directoire du GPMG

ASSISTANT MAÎTRE D'OUVRAGE :
ICADE Promotion
Immeuble l'Amiral – Rond-Point Moudong Sud
97122 BAIE MAHAULT

OBJET DU MARCHE : Mission de Contrôle Technique pour l'opération « Construction du siège du Grand Port Maritime de la Guadeloupe » –commune de Pointe-à-Pitre

Procédure de passation : Marché à procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

DATE DU MARCHE :

MONTANT Euros HT :
MONTANT Euros TVA :
MONTANT Euros TTC :
Mois Mo :

IMPUTATION BUDGETAIRE :

N° DU MARCHE :

ORDONNATEUR : Monsieur Le Président du Directoire du GPMG

PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS : Monsieur Le Président du Directoire du GPMG

CADRE RESERVE A LA MENTION DE NANTISSEMENT OU DE CESSION DE CREANCE

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (le contrôleur est une personne morale)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le contrôleur technique »

M
agissant au nom et pour le compte de la Société dénommée.....
forme sociale/Capital
ayant son siège social à.....
.....
et immatriculé au RCS de
n° SIRET.....
N° d'identité d'établissement
(SIREN).....

après avoir rempli les déclarations, documents et attestations conformément à l'ordonnance n°2015-899 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, et présenté les attestations justifiant que je suis à jour de mes obligations fiscales et sociales,

AFFIRME sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles 45 et suivants de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des documents qui y sont mentionnés au présent acte d'engagement,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, bénéficier conformément à la réglementation en vigueur des compétences obligatoires (Agrément ministériel),

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° Police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date de remise des offres.

ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE

L'intervention du contrôleur technique a pour objet l'exécution des missions définies ci-après article 3.

Il s'agit d'une mission de contrôle technique pour l'opération « Construction du siège du Grand Port Maritime de la Guadeloupe ».

2.1 - Cahier des clauses administratives particulières

Le présent acte d'engagement complète et précise les clauses du CCAP ci-joint.

2.2 - Conditions d'exécution du contrôle

Le contrôle technique interviendra dans les conditions fixées par le CCTG de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28/05/1999, ainsi que la NORME NF P-03-100

2.3 - Responsable technique du contrôle

Dès la notification de présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer au cours de l'exécution du marché les avis et rapports de contrôle technique.

Tout changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicataire.

ARTICLE 3 - MISSIONS DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Domaine fonctionnel : Bâtiments neufs et réhabilitations

Le contrôleur technique est titulaire des missions suivantes :

- la mission L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables;
- la mission Sei relative aux conditions de sécurité des personnes dans les constructions achevées, applicables aux E.R.P. et I.G.H ;
- la mission PS portant sur les conditions de sécurité des personnes en cas de séisme,
- la mission P1 portant sur la solidité des éléments d'équipement dissociables des ouvrages visés par la mission L ;
- la mission HAND relative à l'accessibilité des handicapés,

- la mission BRD relative au transport des brancards dans les constructions
- la mission F relative au fonctionnement des installations
- la mission PH relative à l'isolation phonique des constructions
- la mission TH relative à l'isolation thermique des constructions
- la mission GTB relative à la gestion technique des bâtiments
- La mission ATT HAND relative à l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux
- La mission VIEL relative à la vérification des installations électriques au titre du code du travail
- La mission PV relative au recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations
- La mission RNT : sécurité des personnes en cas de survenance de risques naturels

**Soit la mission de base : L + Sei + PS + P1 + HAND + BRD + F + PH + TH + GTB + ATT
HAND + VIEL + PV + RNT**

ARTICLE 4 – MODALITES D'INTERVENTIONS

La mission du contrôleur technique sera répartie comme suit :

- Contrôle des documents de conception.
- Contrôle des documents d'exécution.
- Contrôle sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements.
- Examens des prestations réalisées par les entreprises avant réception et assistance au maître d'ouvrage pendant la phase de réception.
- Avis au maître d'ouvrage pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS A REMETTRE

Outre les documents établis tout au long de sa mission, le contrôleur technique rend compte dans son intervention dans deux rapports en deux exemplaires adressés au maître d'ouvrage :

- le rapport relatif au contrôle des documents de conception
- le rapport final de contrôle technique relatif à l'ensemble de la mission

Le contrôleur technique doit remettre au maître d'ouvrage une attestation de levée de réserves prescrites par la commission de sécurité lors de la réception des travaux.

ARTICLE 6 – MONTANT DE LA REMUNERATION

Le montant du marché, tel qu'il résulte de la Décomposition du temps prévisionnel d'intervention figurant dans le tableau joint en annexe s'élève à :

(pour un montant de travaux estimé à 10 566 00 € HT)

(pour une durée des travaux de 18 mois, hors délai de parfait achèvement)

Montant en € HT
T.V.A au taux de 8,5 %

Total en € TTC

soit en lettre.....toutes taxes comprises.

Ces montants sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 indiqué dans le présent document (mois de remise de l'offre).

6.1. - Forme des prix

Le présent marché est passé à prix révisable.

Les modalités de révision sont fixées dans le CCAP.

ARTICLE 7 - DELAIS

La durée globale de la mission est évaluée sur la base d'un délai de 18 mois de travaux, hors délai de parfait achèvement

Le délai d'exécution de la mission court à partir de la date de notification du marché pour s'achever à la fin de l'année de parfait achèvement des travaux.

En phase de chantier les personnes responsables du contrôle technique doivent effectuer des visites de chantier au minimum hebdomadaire.

ARTICLE 8 - MODALITES DE PAIEMENT

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant du crédit :

- du compte ouvert au nom de
- sous le numéro.....
- code banque.....code guichet.....clé.....

ARTICLE 9 – RETENUE DE GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée aux acomptes du présent marché de contrôle technique

ARTICLE 10 – AVANCES

10.1 - Avance forfaitaire

Le marché fait l'objet d'une avance forfaitaire

Le taux de l'avance est fixée à 5 % du montant des prestations TTC, affecté au titulaire.

☐ **le prestataire demande le versement d'une avance**

☐ **le prestataire refuse le versement d'une avance**

le versement de l'avance au titulaire ou au groupement se fera après constitution d'une garantie sous forme de garantie à première demande. La garantie couvrira la totalité de l'avance.

10.2 - Avance facultative

Il n'est pas prévu d'avance facultative

ARTICLE 11 - DECLARATIONS

La (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles 45 et suivants de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Les déclarations similaires des sous-traitants sont annexées au présent acte d'engagement ou seront fournies avec la demande de leur acceptation et agrément des conditions de paiement lorsque le titulaire présentera un sous-traitant en cours d'exécution.

En cas d'attribution du marché, le candidat s'engage à produire pour son compte ainsi que pour les sous-traitants déclarés dans le présent acte d'engagement, dans le délai défini par le pouvoir adjudicataire, les pièces mentionnées à l'article R. 324-4 du code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.

En cas de sous-traitance en cours d'exécution, le titulaire s'engage à fournir les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents du ou des sous-traitants qu'il présentera à l'acceptation de le pouvoir adjudicataire.

Les candidats établis dans un Etat autre que la France doivent produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat ne peut être délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

A

le

Le(s) Contractants(s)

Signature(s)

ARTICLE 12 - ACCEPTATION DE L'OFFRE

Le présent marché se trouve ainsi conclu à la date figurant ci-dessous.

Montant du marché Hors taxe :€

Montant de la TVA : (Taux : %)€

Montant du marché TTC :€

Montant en lettres (en T.T.C.) :

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A : Le :

Le pouvoir adjudicataire

Signature :

ANNEXE 1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHE DE CONTROLE TECHNIQUE

TEMPS PREVISIONNELS D'INTERVENTION

ET REPARTITION DES HONORAIRES PAR PHASE DE MISSION

Décomposition du temps prévisionnel d'intervention (en nombre de jours)

| Phase | Nombre de jours | Coût journalier € HT | Total € HT |
|-----------------------------------|-----------------|----------------------|------------|
| 1 - Conception | | | |
| 2 - Exécution | | | |
| 3 - Période de Parfait Achèvement | | | |
| TOTAL | | | |

ANNEXE 2 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

DC4

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹

*Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.
Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.*

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

■ Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.
En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)*

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

¹ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(article 115 du code des marchés publics)* :

(Cocher la case correspondante.) ☐ NON ☐ OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ **Nature des prestations sous-traitées :**

■ **Montant des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :**

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)

▪Montant maximum hors TVA :

■ **Modalités de variation des prix :**

G - Conditions de paiement.

■ **Compte à créditer :**

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ **Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :**

■ **Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :** ☐NON ☐OUI

(Cocher la case correspondante.)

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L.

8241-1 , L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A,
le

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____ , le